

Europe

# LA FUSION EADS ET BEA : UN ÉCHEC VU D'ALLEMAGNE

Julie De Clerck

23/10/2012

**L'accord de fusion entre EADS et BAE, soutenu par les gouvernements britannique et français, aurait pu ouvrir la voie à un renforcement de l'Europe de la défense en créant une entité commerciale susceptible de devenir un leader mondial dans ce domaine. Une voie qui s'est refermée le 10 octobre 2012 avec le refus de la chancelière allemande.**

Le 3 octobre 2012, l'Allemagne célébrait les vingt-deux ans de son unité retrouvée. Car si le mur qui séparait physiquement et symboliquement l'actuelle capitale allemande est tombé le 9 novembre 1989, c'est bien la date du 3 octobre 1990, jour officiel et effectif de la réunification, que les Allemands ont choisi de célébrer. Le jour du 9 novembre, un temps évoqué, avait en effet été repoussé car il correspondait aussi malencontreusement à l'anniversaire de la Nuit de Cristal – un témoignage de la complexité que peut parfois revêtir le devoir de mémoire, et particulièrement en Allemagne.

Mais de façon peu surprenante, c'est sous des auspices futurs qu'a voulu se placer la célébration officielle, qui avait lieu comme de rigueur dans la capitale du Land assurant la présidence du Bundesrat et se tenait donc cette année à Munich, en plein Oktoberfest. Le président du Bundestag, Norbert Lammert (CDU), a délivré un vibrant appel à la poursuite de la construction européenne dans une étroite solidarité, a mis les Allemands en garde contre une résurgence de la rivalité entre Etats-nations et assuré que l'Europe était « plus que l'euro ». Revenant sur les conditions de la réunification, il a en outre assuré qu'elle n'aurait jamais été possible sans le soutien et le concours de l'Europe. Un message optimiste, mais convenu, délivré par l'un des représentants du parti d'Angela Merkel, dont on connaît la popularité actuelle auprès des peuples européens ayant eu à recourir aux mécanismes de solidarité mis en œuvre par l'Europe depuis le début de la crise. Plus de vingt ans après la réunification, l'Allemagne se trouve dans une position paradoxale : sa puissance économique retrouvée lui permet d'être l'un des moteurs prédominants de l'Europe grâce à une influence internationale incontestable, mais la défense de cette puissance la contraint parfois à apparaître comme l'un des principaux freins à plus d'intégration. Le « Nein ! » retentissant de la chancelière allemande à l'accord entre les entreprises d'aéronautique et de défense EADS et BAE illustre bien cette position inconfortable. De cet accord de fusion qui était soutenu par les

gouvernements britannique et français, certains disent qu'il aurait ouvert la voie à un renforcement de l'Europe de la défense en créant une entité commerciale susceptible de devenir un leader mondial dans ce domaine. Une voie qui s'est refermée le 10 octobre 2012, lorsque les acteurs de cette pièce à rebondissements ont décidé de ne pas demander de nouveaux délais pour la poursuite des négociations.

Pour entrer dans ce que certains décrivaient comme « le deal du siècle », l'Allemagne avait successivement posé des conditions, dont il semble bien que les autres acteurs se soient attachés à les satisfaire sans parvenir à éviter le rejet final. En accordant, par exemple, à l'Etat allemand une entrée au capital d'EADS couplée à une participation égale à celle de la France dans la nouvelle entité, alors même qu'il n'était pas avant cela actionnaire d'EADS (où les intérêts allemands étaient portés par la firme Daimler). Ou encore en garantissant le maintien des activités et des emplois existants sur le sol allemand, en ouvrant la discussion sur le lieu du siège social : tout porte à croire que les plus fervents promoteurs du projet n'ont pas ménagé leurs efforts pour amener l'Allemagne à s'y rallier. Principalement défendu par le gouvernement britannique et les entreprises concernées, il aura été victime d'un refus allemand dont les raisons n'ont pourtant pas été publiquement assumées par la chancelière Angela Merkel. Tom Enders, le dirigeant allemand d'EADS, a déploré dans une lettre aux salariés, pour s'en étonner, le peu de soutien reçu de la part de Berlin, n'offrant pas plus d'explications. Restent des spéculations qui mettent surtout en évidence la volonté allemande de préserver farouchement ses intérêts nationaux, et sa capacité à le faire.

La presse allemande estime très largement qu'il s'agit là d'un échec magistral pour l'Europe. Si les articles critiques, ou recensant de façon détaillée les critiques de la presse européenne, n'ont pas tardé à fleurir dans des titres aussi prestigieux que *Der Welt* ou *Die Spiegel*, les attaques viennent aussi parfois de partis pourtant présents dans la coalition gouvernementale d'Angela Merkel. Horst Seehofer (CSU), ministre-président de Bavière, accuse ainsi la chancelière d'avoir sacrifié une ambition stratégique économique sur l'autel de motivations politiques. Défendant les intérêts de son Land, il a en effet déclaré qu'au-delà de son intérêt majeur pour la santé industrielle des sites bavarois de production d'EADS, il avait été convaincu par les arguments de Tom Enders en faveur d'un développement offensif d'EADS sur le marché mondial et comprenait d'autant moins la stratégie du gouvernement fédéral. Karl-Theodor zu Guttenberg, autre membre de la CSU et, comme Horst Seehofer, ancien ministre de la chancelière actuelle, a lui aussi publiquement regretté dans le *Financial Times* « l'occasion manquée » que constituait l'échec de la fusion. La facilité avec laquelle ces grands leaders d'un des partis pourtant au pouvoir avec la chancelière Merkel critiquent ses décisions illustre bien les contraintes strictes de l'exercice de son pouvoir. Il est indéniable que la chancelière doit négocier à Berlin avec les membres d'une coalition dont certains sujets sensibles révèlent de profondes différences politiques : sur une problématique telle que la défense nationale, dont on connaît le caractère complexe en Allemagne, comment rallier les

membres du CSU, supporters de l'entrée au capital d'EADS, et les membres du libéral FDP, hostiles par principe à toute participation de l'Etat dans une grande entreprise ? Les quelques milliards qui auraient dû être déboursés par la banque publique kfW (qui souhaite d'ailleurs toujours racheter la participation de Daimler, destiné à sortir du pacte d'actionnaires) pour l'entrée au capital d'EADS, dans une ère où la responsabilité budgétaire constitue un mantra incontournable au niveau européen, et moins d'un an avant des élections risquées pour les partis de la coalition, apparaissent comme un risque politique trop grand, aux retombées difficilement mesurables. Si l'on ajoute à cela la crainte allemande de voir ses intérêts dilués dans une entité plus grande, il semble bien qu'à l'opposé des messages de solidarité européenne délivrés le jour anniversaire de la réunification, seuls des critères proprement nationaux aient ici été retenus dans les négociations. L'Europe de la défense attendra.